

## P O L I T I Q U E

LE MYTHE  
DE L'ARISTOCRATIE  
OUVRIÈRE

LA PERSISTANCE DU RÉFORMISME ET CARRÉMENT DU CONSERVATISME CHEZ LES SALARIÉ·E·S, TOUT PARTICULIÈREMENT DANS LES CENTRES IMPÉRIALISTES D'AMÉRIQUE DU NORD, D'EUROPE OCCIDENTALE ET DU JAPON, A DEPUIS LONGTEMPS ÉTÉ UN SUJET DE DÉBAT CHEZ LES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES. LA NOTION D'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE OCCUPE UNE PLACE CENTRALE DANS CES CONTROVERSES.

Les lignes de force de la théorie marxiste nous suggèrent que le capitalisme engendre ses propres « fossoyeurs », à savoir une classe de producteurs collectifs n'ayant pas d'intérêt au maintien de la propriété privée des moyens de production. La pression du système capitaliste à maximiser les profits devrait forcer les travailleurs à lutter contre leurs employeurs, à élargir progressivement leur combat pour finalement renverser le système en le rempla-

çant par leur auto-gouvernement démocratique.

La réalité du siècle passé, le XX<sup>e</sup>, paraît défier ces notions fondamentales du marxisme. En dépit d'un militantisme de masse occasionnel et même de luttes proto-révolutionnaires, la majorité de la classe ouvrière dans les pays capitalistes développés est restée attachée à une politique réformiste, une politique misant sur la possibilité d'améliorer la condition des travailleurs et travailleuses sans renverser le capitalisme.

Alors que les conditions de vie et de travail des salarié·e·s au sein du « Nord mondialisé » se sont détériorées fortement depuis la fin des années 1960, le résultat n'a pas été, pour l'essentiel, un développement de la conscience révolutionnaire. Au contraire, nous avons assisté à un renforcement des idées réactionnaires, racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, militaristes, dans un secteur significatif des travailleurs des pays capitalistes avancés. Aux États-Unis, depuis la fin des années 1970, presque un tiers des citoyens vivant dans des ménages syndiqués a voté pour la droite républicaine [1].

Ce paradoxe lance un défi crucial aux marxistes-révolutionnaires. Cependant,

\* Charlie Post enseigne la sociologie à New York. Il est actif dans le syndicat des professeurs de la City University de New York. Il est membre de l'organisation Solidarity. Cet article a été publié dans la revue *Against the Current*, 123, juillet-août 2006, et 124, septembre-octobre 2006. Charlie Post remercie Joaquin Bustelo, Steve Downs, Sam Farber, Fred Feldman, Sebastian Lamb, Mike Parker, Jane Slaughter and Teresa Stern pour leurs commentaires à un brouillon antérieur de cet article. Il remercie tout spécialement Kim Moody et Anwar Shaikh pour leurs commentaires généraux et l'aide qu'ils lui ont apportée pour obtenir les données sur le poids de l'investissement direct à l'étranger dans le monde et l'investissement aux États-Unis (Moody) et sur les profits retirés par les États-Unis à l'étranger en pourcentage des profits totaux aux États-Unis et des salaires domestiques aux États-Unis (Shaikh).

## SUR UN CONTRESENS

Pour quelle raison une révolution socialiste victorieuse ne s'est jamais produite dans un pays capitaliste développé (impérialiste) est une question qui fait l'objet de nombreux débats. Elle renvoie aux diverses analyses des racines matérielles du « réformisme » ou du « conservatisme » de secteurs de la classe ouvrière.

Charlie Post dans sa contribution, en substance, développe une argumentation selon laquelle le « conservatisme » du salariat s'enracine, à la fois, dans son existence en tant que producteur collectif et vendeur individualisé de sa force de travail, et cela dans un contexte de vive mise en concurrence à dimension transnationale. Une réalité dont la prégnance se manifeste aujourd'hui avec une force flagrante.

Post s'appuie, avant tout, sur des données empiriques ayant trait aux Etats-Unis et à l'histoire du mouvement ouvrier américain. Ce qui renvoie à une idée chère à Marx : les rapports entre les classes ne peuvent être compris en dehors de leur formation et histoire nationale.

En même temps, les nouvelles migrations, la dimension transnationalisée du capitalisme et de sa production (en filières) et la gestion des

« ressources humaines » (intervenant sur la subjectivité au travail) sont en voie de métamorphoser ce salariat. Tout cela constitue des éléments marquants de la nouvelle période historique des luttes de classes et de leur expression comme de leur organisation. Ce qui n'est pas très développé dans cette contribution.

Post rejette, à juste titre, l'idée que les divers « conservatismes » seraient, avant tout, le résultat d'un bourrage de crâne médiatique, faisant du salariat une sorte de réceptacle passif de cette « propagande ».

Mettant l'accent sur la discontinuité des luttes et des mobilisations, il souligne un élément : dans les pays où les luttes collectives sont rares et discontinues dans le temps, le sentiment des salarié-e-s de n'avoir aucune emprise – d'être « sans pouvoir » – sur l'ensemble du déroulement de la vie sociale est plus intense.

Post ne souligne peut-être pas assez que la mise en concurrence ne concerne pas seulement le travail, mais de plus en plus toutes les facettes de la vie sociale : du logement à la santé, en passant par les transports. Et aussi les « statuts » : ceux différenciés des immigrés, les rapports de sexes, etc. Une observation

intersectionnelle (l'articulation de l'ensemble des rapports sociaux\*), avec une dimension empirique, relève d'une exigence collective pour mettre en œuvre une orientation politique stratégique.

Post ne sous-estime pas l'importance – ni historique ni présente – des ponctions opérées sur le Sud (dette, termes de l'échange, prix de transfert) par le Nord et le fardeau que cela constitue pour les populations du Sud. Toutefois, il souligne que ces transferts ne peuvent expliquer une redistribution\*\* des profits qui étayerait l'existence d'une aristocratie ouvrière dans le Nord.

La contribution de Post débouche sur d'autres questions : l'articulation entre auto-activité, auto-organisation et « avant-garde » (parti) ; la place du fétichisme marchand avec ses déclinaisons : aliénation, réification, mystification des rapports sociaux. Dans le numéro 4 de la revue *La brèche* cette discussion se poursuivra. *cau*

\* Voir Roland Pfefferkorn, *Inégalités et rapports sociaux*, La Dispute, 2008.

\*\* Voir José. G. Gandarilla Salgado, *America latina en la configuración de la economía-mundo capitalista*, UNAM, El Mundo Actual, 2005.

nous devons éviter des explications « mythologiques » ou imaginaires de phénomènes réels que ce soit pour interpréter des événements d'ordre naturel ou pour expliquer la nature de la société. Malheureusement, une des explications du réformisme et du conservatisme de la classe ouvrière les plus influentes au sein de la gauche, la théorie de « l'aristocratie ouvrière », participe d'un de ces mythes.

### LA THÉORIE DE « L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE »

C'est Friedrich Engels qui le premier a proposé le concept de « l'aristocratie ouvrière » dans plusieurs lettres à Marx entre la fin des années 1850 et les années 1880 [1]. Engels se débattait avec le conservatisme croissant des secteurs organisés de la classe ouvrière britannique. Il soutenait que ces ouvriers britanniques qui avaient réussi à constituer des syndicats et à obtenir un emploi stable, les travailleurs qualifiés des industries du fer, de l'acier et des machines, ainsi que la plus grande partie des travailleurs des usines textiles, constituaient une couche privilégiée et « embourgeoisée » de la classe ouvrière, une « aristocratie ouvrière ».

C'était la domination de l'économie mondiale par le capital britannique, son « monopole » industriel et financier, qui permettait à certains employeurs clés d'assurer des salaires relativement plus élevés et une sécurité de l'emploi à une minorité de travailleurs. Engels voyait dans le privilège relatif qui en résultait – tout spécialement quand on comparait leur situation avec celle de la masse des travailleurs mal payés aux emplois instables – la base matérielle du conservatisme croissant du mouvement ouvrier britannique.

La théorie moderne de l'aristocratie ouvrière trouve sa racine dans l'œuvre de Lénine sur l'impérialisme et la montée du « capitalisme monopoliste ». Lénine fut choqué de voir les chefs des partis socialistes européens soutenir « leurs » gouvernements capitalistes quand la Première Guerre mondiale éclata en 1914. La victoire de ce qu'il appelait « opportunisme » (son terme pour le réformisme) a consterné Lénine qui n'avait voulu voir dans le développement du « révisionnisme » (le défi lancé au marxisme classique par Edouard Bernstein en 1899 – avec la publication, après une série d'articles, de son ouvrage *Die Voraussetzungen*

*des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*) que l'idéologie d'intellectuels bourgeois socialement isolés. Lénine croyait que la direction « marxiste orthodoxe » des partis et syndicats socialistes avait depuis longtemps vaincu le défi révisionniste.

C'est pourquoi Lénine s'attendait à ce que les chefs socialistes européens tiendraient leur engagement, proclamé lors de nombreux congrès de l'Internationale socialiste ➤

[1] La compilation des résultats électoraux du *New York Times* pour les années 1972-2004 [www.nytimes.com/packages/pdf/politics/20041107\_px\_ELECTORATE.xls]

[2] Jonathan Strauss, in « Engels and the Theory of the Labor Aristocracy », *Links: International Journal of Socialist Renewal*, 25 (janvier-juin 2004) [www.desp.org.au/links/bank/issue25/Strauss.htm], fournit un résumé utile des écrits de Engels.

(le IIe Internationale), de s'opposer au moyen de grèves et manifestations sociales à la course à la guerre de leurs classes dominantes. Dès 1915, Lénine commença à développer son explication de la victoire de l'opportunisme dans les mouvements socialistes et ouvriers. Dans son article « La faillite de la IIe Internationale », Lénine écrivait : « La période de l'impérialisme est celle du partage du monde entre les « grandes » nations privilégiées qui oppriment toutes les autres. Des miettes du butin provenant de ces privilèges et de cette oppression échoient, sans nul doute, à certaines couches de la petite bourgeoisie, ainsi qu'à l'aristocratie et à la bureaucratie de la classe ouvrière. » Ces couches « sont une infime minorité du prolétariat et des masses laborieuses » dont « l'alliance avec « leur » bourgeoisie nationale contre les masses opprimées de toutes les nations » fut la base sociale du réformisme [3].

Lénine situait le fondement économique de l'aristocratie ouvrière dans les « surprofits » réalisés par l'investissement impérialiste dans ce que nous appellerions aujourd'hui le « tiers-monde » ou le « Sud du monde ». Dans la préface de 1920 à son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine écrit : « On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de "l'aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class – en anglais dans l'original), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. » [4]

#### LA « NOUVELLE GAUCHE » ET L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE

Pour d'importants courants de l'extrême gauche dans les pays industrialisés, la théorie de l'aristocratie ouvrière reste une importante explication du réformisme et

du conservatisme de la classe ouvrière. Si les partis communistes officiels se sont généralement distancés du concept « d'aristocratie ouvrière » quand ils ont viré vers des politiques réformistes à la fin des années 1930 [5], certains de leurs opposants de gauche continuent de défendre cette théorie.

C'est ainsi que dans le « nouveau mouvement communiste » (nouvelle gauche radicale) des années 1970 et 1980, divers courants ont défendu l'idée qu'une couche de travailleurs aux États-Unis recevait leur part des « surprofits » de l'impérialisme et du capitalisme monopoliste. Max Elbaum, l'auteur du livre fort influent ayant pour titre *Revolution in the Air* [6], et Robert Seltzer, qui étaient alors des dirigeants de l'organisation connue d'extrême gauche Line of March, ont publié au début des années 1980 une explication et défense en trois parties de la théorie de l'aristocratie ouvrière [7].

Plus tard, Jonathan Strauss du Australian Democratic Socialist Party (DSP) a publié une série d'articles dans la revue que le DSP soutient, *Links* [8]. Il prend la défense d'Elbaum et de Seltzer pour ce qui a trait à la théorie de l'aristocratie ouvrière.

Des groupes significatifs de militants, en particulier ceux qui agissent avec des travailleurs et travailleuses ayant de bas salaires, sont eux aussi attirés par la théorie de l'aristocratie ouvrière. Voici comment envisagent cette question quatre membres de POWER (People Organized to Win Employment Rights), une structure qui organise principalement des travailleurs « bas salaire / pas de salaire » de couleur dans la région de San Francisco. Ils présentent ainsi leur argument :

« Une autre caractéristique de l'impérialisme qui le distingue des époques précédentes du capitalisme, c'est la création par les puissances impérialistes d'une « aristocratie ouvrière ». La position dominante des nations impérialistes leur permet d'extraire des surprofits. L'élite dominante des nations impérialistes emploie une partie des surprofits pour faire des concessions économiques et politiques significatives à certains secteurs de la classe ouvrière de sa nation. Par le moyen de salaires plus élevés, d'un meilleur accès aux biens de consommation et aux services ainsi que d'un salaire social élargi tel que l'instruction publique et des institutions culturelles, l'élite

impérialiste est en mesure de corrompre essentiellement ces sections de la classe ouvrière... Pour exemplifier ce fait, il nous suffit de considérer l'élection présidentielle de 2004. Les statistiques montrent qu'aux États-Unis les ouvriers blancs ont voté massivement pour George W. Bush lors d'une élection qui pouvait être considérée comme un référendum sur la guerre de l'empire contre le peuple irakien. Une analyse centrée seulement sur la classe suggérerait que la classe ouvrière blanche avait et a un intérêt à s'opposer à une guerre qui, pour ne considérer rien d'autre, lui coûte des milliards de dollars. Mais ce n'est clairement pas ce qui s'est passé. La classe ouvrière blanche a voté massivement pour soutenir la guerre contre le peuple irakien. La majorité de la classe ouvrière blanche, malgré sa propre exploitation, attache ses intérêts à la suprématie blanche et à la domination de « l'Amérique » dans le monde. » [9]

La plupart des versions de la thèse de l'aristocratie ouvrière qui ont cours reconnaissent certains des graves problèmes empiriques (voir plus bas) que pose le postulat de Lénine selon lequel les salaires plus élevés pour une minorité significative de travailleurs dans les pays impérialistes proviennent des surprofits gagnés à partir de l'exploitation de travailleurs à bas salaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine [10]. En lieu et place, elles tendent à souligner comment l'émergence du « capitalisme monopoliste » permet à des grandes entreprises qui dominent des branches clés de l'industrie d'obtenir des surprofits qu'elles partagent avec leurs travailleurs sous forme d'emplois sûrs, de salaires plus élevés et d'autres avantages.

Ceux qui défendent aujourd'hui la thèse de l'aristocratie ouvrière argumentent qu'avant la montée des grandes entreprises à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme se trouvait à son stade « concurrentiel ». Sous le capitalisme concurrentiel, la plupart des branches d'industrie connaissaient un grand nombre d'entreprises relativement petites qui luttaient les unes contre les autres par le moyen de la baisse des prix.

Si une entreprise ou une branche d'industrie commençait, grâce à l'introduction de nouvelles machines, à connaître des profits plus élevés que la moyenne, il était relativement facile pour ses concurrents soit d'adopter la nouvelle technologie, soit de déplacer leurs investissements dans les



branches industrielles moins profitables vers des industries dégagant des profits plus élevés. Au travers de ce processus de concurrence au sein des branches de production, et entre elles, la nouvelle technologie était rapidement diffusée et le capital facilement déplacé entre différents secteurs de l'économie, avec pour résultat une uniformisation des conditions techniques au sein d'une branche et une égalisation des taux de profit en leur sein et entre les branches.

Selon Elbaum et Seltzer, l'analyse de Marx de la péréquation du taux de profit [11] s'appliquait à la phase « concurrentielle » du capitalisme : « *A l'époque du capitalisme concurrentiel, les profits supérieurs au taux de profit moyen, c'est-à-dire des surprofits, étaient généralement spasmodiques et temporaires. Ils résultaient généralement de progrès technologiques qui permettaient à un capitaliste de réduire les coûts en dessous de la moyenne de la branche d'industrie, ou de talents entrepreneuriaux qui ouvraient de nouveaux marchés. Cependant, un taux de profit anormalement élevé dans une entreprise particulière, ou dans une branche d'industrie particulière, était rapidement miné par un afflux de capitaux recherchant ce taux de profit plus élevé ou par l'adoption relativement rapide par les concurrents d'innovations réduisant les coûts.* » [12]

Le développement des grandes entreprises au XX<sup>e</sup> siècle crée « *des restrictions institutionnelles ou structurelles de ce processus* » qui « *produisent des surprofits monopolistiques* » [13]. Le « monopole » ou « l'oligopole », quand un petit nombre d'entreprises domine une branche, a remplacé la concurrence. Plus précisément, le coût énorme d'entrée de nouveaux capitaux dans ces branches (automobile, acier, etc.), les barrières à leur entrée, permet à ces entreprises de limiter la concurrence et de faire durer de plusieurs manières des profits supérieurs à la moyenne.

Ces barrières à l'entrée empêchent la diffusion rapide de nouvelles méthodes de production au sein d'une branche d'industrie, suscitant ce qu'Ernest Mandel appelait des « rentes technologiques » ou surprofit [14] pour ces entreprises monopolistiques. Ces barrières empêchent aussi le capital de se déplacer d'industries à faible taux de profit vers les industries à hauts taux de profit, bloquant ainsi la péréquation du taux de profit. Enfin, les barrières à l'entrée et la concurrence res-

treinte permettent aux entreprises d'élever les prix au-dessus de leurs prix de production, assurant par là des surprofits aux plus grandes entreprises du marché [15].

### LA PLACE DES SURPROFITS MONOPOLISTIQUES

Dans cette conception, la concurrence ne disparaît pas dans le capitalisme monopoliste, mais tend à exister principalement dans les branches où un grand nombre d'entreprises relativement petites continuent à prédominer. Une concurrence à couteaux tirés et la chute rapide des profits supérieurs à la moyenne persistent dans les branches « concurrentielles » (habillement, électronique, etc.). Car, là, le volume relativement petit des investissements nécessaires pour lancer une entreprise concurrentielle abaisse les barrières à l'entrée et permet à un grand nombre de petites entreprises de survivre.

Le résultat de tout cela serait une « économie duale » caractérisée par deux taux de profit : « *Dans le stade monopoliste du capital, la tendance à la formation d'un taux de profit moyen existe toujours, car le monopole n'efface pas la concurrence dans le système considéré comme un tout. Mais elle est modifiée par le pouvoir monopolistique. C'est pourquoi, la plus-value de la société est distribuée selon la taille du capital au travers de la concurrence entre les branches (qui produit un profit égal pour un capital égal comme dans le capitalisme concurrentiel) et selon le degré de monopolisation (qui produit des surprofits monopolistiques). Les monopoles reçoivent aussi bien le profit moyen que le surprofit monopolistique. En conséquence apparaît le phénomène d'une hiérarchie relativement permanente de taux de profit qui va des plus hauts dans les branches stratégiques avec production à grande échelle et les monopoles les plus puissants jusqu'aux plus bas dans les branches plus faibles avec production à petite*

*Malgré ses titres de noblesse intellectuels, la thèse de l'aristocratie ouvrière n'est pas une explication rigoureuse du réformisme ou du conservatisme de la classe ouvrière.*

47

[3] Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 21, « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale ».

[4] Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

[5] Voir C. Post, « The Popular Front: Rethinking the History of the CPUSA », *Against the Current* 63 (juillet-août 1996), à propos de l'évolution des partis communistes.

[6] *Revolution in the Air: Sixties Radicals Turn to Lenin, Mao and Che*, Verso Books, Londres, 2002.

[7] « The Labor Aristocracy: The Material Basis for Opportunism in the Labor Movement, Part I: The Theory of the Labor Aristocracy », *Line of March* 11 (mai-juin 1982) [home.conexus.net.au/~benj/LOM.htm]; « Part II: The U.S. Labor Movement Since World War II », *Line of March* 12 (septembre-octobre 1982); « Part III: The Polemic Within the Communist Movement », *Line of March* 13/14 (mars-avril 1983).

[8] Strauss, « Engels and the Labor Aristocracy », 2004; « Monopoly Capitalism and the Bribery of the Labor Aristocracy », *Links: International Journal of Socialist Renewal* 26 (juillet-décembre 2004).

[9] J. Browne, M. Franco, J. Negron-Gonzales & S. Williams, *Towards Land, Work & Power*, POWER: United to Fight, San Francisco 2005, p. 46.

[10] Elbaum and Seltzer, « The Labor Aristocracy », Part I, pp. 16-17; Strauss, « Monopoly Capitalism », p. 49.

[11] *Le Capital*, Livre III, vol. 1, 2<sup>e</sup> Section, « La transformation du profit en profit moyen », pp. 159-222, Editions Sociales.

[12] Elbaum and Seltzer, « The Labor Aristocracy, Part I », p. 41 (note iv).

[13] Strauss, « Monopoly Capitalism », p. 50.

[14] Voir Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, 1997, chapitre 3, « Les trois sources principales de surprofit dans le développement du capitalisme moderne », pp. 66-89.

[15] Elbaum and Seltzer, « Theory of the Labor Aristocracy, Part I », p. 41 (note iv).

[16] Elbaum and Seltzer, « Theory of the Labor Aristocracy, Part I », p. 41 (note iv). Strauss s'appuie fortement sur les travaux d'Ernest Mandel, qui s'efforce de concilier des notions de « monopole » avec un concept marxiste de la concurrence. Elbaum et Seltzer ne citent pas d'autres économistes marxistes et radicaux comme source de leur théorie du « capitalisme monopolistique ». Cependant, les deux arguments apparaissent fortement liés aux théories de Paul M. Sweezy et Paul A. Baran, *Le capitalisme monopoliste: un essai sur la société industrielle américaine*, Maspero, 1968; et tout spécialement aux travaux de David Gordon, Richard Edwards et Michael Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, Cambridge University Press, Boston 1982.

*échelle, concurrence intense et instabilité du marché.*» [16]

Selon Strauss, Elbaum et Seltzer, les surprofits monopolistiques deviennent ainsi la source primaire pour soudoyer l'aristocratie ouvrière contemporaine. Les profits supérieurs à la moyenne des industries monopolisées permettent à ces entreprises d'offrir à leurs salariés des salaires supérieurs à la moyenne, des avantages et la sécurité de l'emploi. Au contraire, les branches marquées par la concurrence rapportent des taux de profit moyens (ou inférieurs à la moyenne) et condamnent leurs salariés à des salaires et avantages inférieurs à la moyenne et à un emploi instable.

De ce point de vue, des syndicats efficaces ne sont possibles que dans le secteur monopolistique de l'économie, là où l'absence de concurrence engendre des surprofits et permet aux entreprises de «soudoyer» leurs travailleurs avec des salaires plus élevés et un emploi plus sûr. Etant donné la réalité du racisme et de l'oppression nationale, les travailleurs «blancs» tendent à être surreprésentés dans les branches qui connaissent les salaires les plus élevés, tandis que les travailleurs de couleur tendent à être surreprésentés dans les branches à bas salaires. L'aristocratie ouvrière, telle que l'envisagent ses théoriciens actuels, n'est plus composée avant tout d'ouvriers qualifiés du secteur de la machine-outil, de la mécanique et d'autres travailleurs industriels, comme c'était le cas au début du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, les travailleurs les mieux payés dans les branches monopolistiques et syndiquées ainsi que dans le secteur public constituent une aristocratie ouvrière dont les salaires plus élevés découlent de la surexploitation de travailleurs dans les secteurs concurrentiels des économies capitalistes avancées [17].

Malgré ses titres de noblesse intellectuels et sa longévité, la thèse de l'aristocratie ouvrière n'est pas une explication rigoureuse ou factuellement réaliste du réformisme ou du conservatisme de la classe ouvrière. Le présent article entreprend d'examiner les prétentions économiques théoriques et empiriques de la thèse de l'aristocratie ouvrière.

Nous allons d'abord évaluer ce que vaut le postulat qui affirme que les surprofits extraits des travailleurs du Sud donnent

les moyens financiers pour soudoyer une minorité de la classe ouvrière du Nord sous la forme de salaires plus élevés. Puis nous évaluerons l'affirmation qui veut que les limites à la concurrence découlant de la concentration de branches clés de l'économie engendrent un différentiel des taux de profit et des niveaux de salaires. Nous concluons notre critique de la théorie de l'aristocratie ouvrière par une analyse de l'histoire effective du militantisme radical et révolutionnaire dans la classe ouvrière au XX<sup>e</sup> siècle.

Finalement, je présenterai une explication alternative de la persistance du réformisme et du conservatisme dans la classe ouvrière. Une explication basée sur le caractère nécessairement épisodique de l'activité et de l'auto-organisation de la classe ouvrière, sur l'émergence d'une bureaucratie dans les syndicats et les partis favorables à la classe ouvrière, et sur l'incapacité des politiques réformistes d'obtenir véritablement au sein du capitalisme des gains matériels pour la classe ouvrière [18].

### INVESTISSEMENT, SALAIRES ET PROFITS

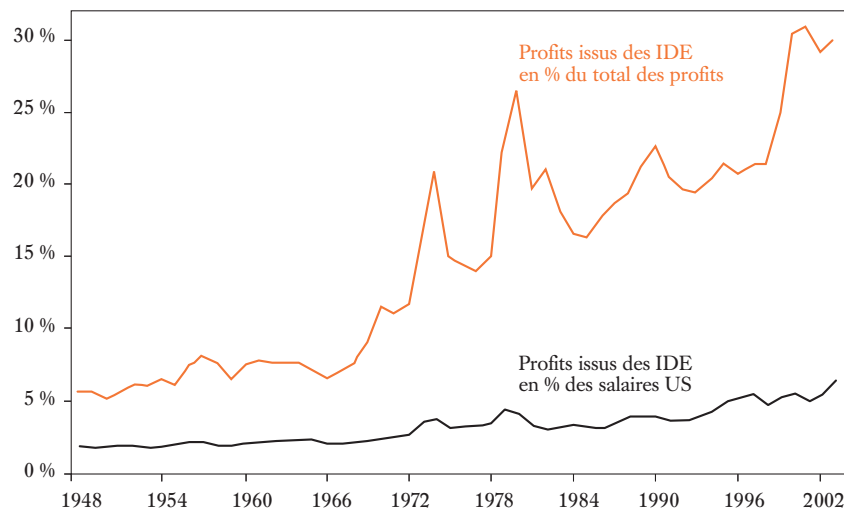
L'investissement impérialiste, particulièrement dans les pays du Sud, ne représente qu'une minuscule fraction de l'investissement capitaliste mondial [19]. L'investissement étranger direct ne représente que 5% de l'investissement mondial total. Ce qui

veut dire que 95% de l'investissement capitaliste total a lieu à l'intérieur des frontières de chaque pays industrialisé.

De ces 5% de l'investissement mondial total qui sont de l'investissement étranger direct, presque trois quarts vont d'un pays industrialisé à un autre, soit circulent au sein des pays du Nord. Ce ne sont donc que 1,25% de l'investissement mondial total qui va du Nord vers le Sud. Il n'est pas surprenant que le Sud ne compte que pour 20% de la production manufacturée, principalement dans des branches à forte composante de main-d'œuvre, telles que l'habillement, les chaussures, les pièces automobiles et l'électronique simple.

Les données disponibles sur les profits des entreprises des Etats-Unis ne distinguent pas entre les investissements effectués dans les pays du Nord et ceux en direction des pays du Sud. Dans un but d'approximation, nous postulerons que le 25% de l'investissement direct à l'étranger des Etats-Unis dans des secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine rapportent des profits supérieurs à ceux obtenus par le 75% de l'investissement direct à l'étranger dans les secteurs à forte intensité capitalistique en Europe occidentale, au Canada et au Japon. Il est néanmoins improbable que plus de la moitié des profits gagnés à l'étranger par les compagnies étasuniennes

**GRAPHIQUE 1: PROFITS ISSUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER (IDE) EN % DU TOTAL DES PROFITS ET DES SALAIRES ÉTASUNIENS (1948-2003)**



proviennent de l'ensemble des pays de la périphérie (Sud).

Assigner ainsi 50% des profits obtenus à l'étranger des entreprises des Etats-Unis aux pays du Sud biaise probablement les chiffres dans un sens trop favorable aux postulats qui veulent y voir une source significative du total des salaires payés aux Etats-Unis. Mais même en acceptant une approximation ainsi statistiquement biaisée, les données pour la période 1948-2003 (graphique 1 et tableau 1) appuient l'affirmation d'Ernest Mandel selon laquelle les profits aux Etats-Unis tirés de l'investissement dans les pays du Sud « constituent une somme négligeable comparée au total des salaires de la classe ouvrière des Etats-Unis » [20].

Avant 1995, la somme totale des profits gagnés par les entreprises des Etats-Unis à l'étranger a dépassé les 4% du total des salaires payés à l'intérieur qu'une seule fois, en 1979. Cette proportion n'est montée à 5% qu'en 1997, 2000 et 2002, pour s'élever ensuite un peu au-dessus de 6% en 2003.

Si nous nous en tenons à notre estimation que le Sud est la source de la moitié des profits étrangers des Etats-Unis, ce ne sont donc que 1 à 2% du total des salaires pour la plus grande partie des presque cinquante ans qui ont précédé 1995, et seulement 2 à 3% dans les années 1990, qui auraient pu provenir des profits

gagnés en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

De telles proportions ne suffisent guère à expliquer la différence de salaires de 37% entre des secrétaires d'agences de publicité et « l'aristocratie ouvrière » des opérateurs travaillant dans le secteur des conduites de pétrole, ou la différence de 64% entre des nettoyeurs dans les bars et restaurants et les travailleurs de l'automobile [21].

### « L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE RÉELLE »

Cette analyse signifie-t-elle que l'impérialisme, basé sur l'exportation de capital (et des rapports de classes capitalistes) à travers le monde, n'a pas d'impact sur les profits et les salaires des pays du Nord ? Non, mais cet impact est assez différent de ce que prévoit la théorie de l'aristocratie ouvrière.

Dans le volume III du *Capital* [22], Marx signalait que l'investissement à l'étranger était une parmi plusieurs tendances « compensatrices » du déclin du taux de profit. Dit simplement, l'exportation de capital dans le monde, du Nord vers le Sud, particulièrement quand il est investi dans des processus de production qui emploient plus de main-d'œuvre que ceux que l'on trouve dans les pays capitalistes avancés, tend à élever la masse des profits et leur taux dans le Nord. Il y a en fait quelque évidence que les profits réali-

[17] Elbaum and Seltzer, « The Labor Aristocracy, Part II », présente une discussion assez détaillée de la composition de l'« aristocratie ouvrière » aux Etats-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui est très similaire à la discussion que font Gordon, Edwards et Reich du « marché du travail primaire » dans le « capitalisme monopolistique » in *Segmented Work, Divided Workers*.

[18] Mes arguments contre l'« aristocratie ouvrière » doivent beaucoup à Tony Cliff, « Economic Roots of Reformism », *Socialist Review* (Old Series) 6, 9 (juin 1957), reproduit dans Tony Cliff, *Selected Writings*, volume 3, Bookmarks, London, 2003; Ernest Mandel, *De la bureaucratie*, Editions La Brèche, 1978, Cahier « rouges »; et Sam Friedman, « The

Theory of the Labor Aristocracy », *Against the Current* (Old Series) 2, 3 (automne 1983).

[19] Ces statistiques sont tirées de Kim Moody, *Workers in a Lean World: Unions in the International Economy*, Verso, Londres, 1997, Part I; ainsi que des communications personnelles de sa part du 15 mai 2002 et du 23 octobre 2004.

[20] Ernest Mandel, *De la bureaucratie*.

[21] Jane Osburn, « Interindustry Wage Differentials: Patterns and Possible Sources », *Monthly Labor Review* (février 2000), Table I (« Mean Hourly Wages of Selected Occupations in Selected Industries », 1998), p. 36.

[22] *Le Capital*, Livre 3, chapitre 14, 5<sup>e</sup> section.

**TABEAU 1: PROFITS EN PROVENANCE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER EN % DU TOTAL DES PROFITS ET DES SALAIRES ÉTASUNIENS (1948-2003)**

Année	Profits extérieurs en % des profits US	Profits extérieurs en % des salaires US
1948	5,69	1,87
1949	5,73	1,80
1950	5,19	1,82
1951	5,57	1,92
1952	6,15	1,87
1953	6,07	1,72
1954	6,50	1,82
1955	6,14	2,01
1956	7,44	2,15
1957	7,95	2,16
1958	7,56	1,89
1959	6,42	1,89
1960	7,51	1,99
1961	7,77	2,04
1962	7,56	2,13
1963	7,55	2,20
1964	7,50	2,26
1965	7,00	2,23
1966	6,43	1,98
1967	6,93	1,95
1968	7,51	2,05
1969	9,01	2,11
1970	1,37	2,17
1971	2,86	2,30
1972	11,50	2,50
1973	15,91	3,30
1974	20,75	3,47
1975	14,89	2,91
1976	14,24	3,01
1977	13,73	3,03
1978	14,96	3,22
1979	22,59	4,16
1980	26,43	3,90
1981	19,40	3,06
1982	20,72	2,83
1983	17,93	3,00
1984	16,35	3,03
1985	16,02	2,87
1986	17,39	2,82
1987	18,36	3,18
1988	19,06	3,60
1989	21,00	3,60
1990	22,37	3,66
1991	20,15	3,35
1992	19,28	3,29
1993	19,12	3,57
1994	19,80	3,93
1995	21,06	4,59
1996	20,36	4,78
1997	20,98	5,08
1998	21,04	4,33
1999	24,23	4,85
2000	30,12	5,12
2001	30,56	4,55
2002	28,74	5,11
2003	29,70	6,04

Sources: Corporate Profits from NIPA Tables 6-16 B-D: line 2, Domestic Industries; line 6, Receipts from Rest of the World; Employee Compensation from NLA Table 1.13, line 6, Compensation of Employees.



**TABEAU 2: ÉVOLUTION ANNUELLE, EN %, DES PROFITS US INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS (1949-2003)**

Année	Evolution des profits intérieurs	Evolution des profits extérieurs
1949	-7	-6
1950	20	11
1951	12	18
1952	-6	4
1953	1	0
1954	-3	4
1955	22	17
1956	-5	15
1957	-1	6
1958	-10	-16
1959	24	9
1960	-6	11
1961	1	5
1962	14	11
1963	8	8
1964	10	9
1965	14	7
1966	7	-2
1967	-3	5
1968	6	14
1969	-7	13
1970	-19	8
1971	16	11
1972	11	17
1973	2	33
1974	-19	14
1975	24	-14
1976	19	14
1977	16	12
1978	9	18
1979	-13	32
1980	-20	3
1981	23	-15
1982	-13	-4
1983	25	11
1984	20	11
1985	4	1
1986	-6	4
1987	12	17
1988	14	18
1989	-7	5
1990	-1	7
1991	6	-7
1992	9	4
1993	13	12
1994	10	14
1995	12	19
1996	13	9
1997	9	12
1998	-9	-8
1999	0	17
2000	-18	13
2001	-13	-11
2002	19	11

Source: Corporate Profits from NIPA Tables 6-16 B-D: line 2, Domestic Industries; line 6, Receipts from Rest of the World.

sés à l'étranger, par des investissements directs dans l'ensemble aussi bien du Nord que du Sud, constitue une importante contre-tendance au déclin des profits aux Etats-Unis mêmes.

Les profits réalisés par les entreprises des Etats-Unis à l'étranger exprimés, en pourcentage du total des profits de ces entreprises (tableau 1 et graphique 1), se sont élevés régulièrement depuis 1948, s'élevant d'un seuil bas de 5,19% en 1950 jusqu'à un pic de 30,56% en 2000 [23]. Ce pourcentage a connu une brusque montée après le début, en 1966, de l'onde longue de stagnation, passant de 6,43% en 1966 à 18,36% en 1986.

Ce qui est encore plus symptomatique, c'est la comparaison entre les profits à l'étranger et les profits domestiques pour ce qui est de leur croissance annuelle (voir tableau 2). Très souvent (1967-1970, 1972-1974, 1978-1980, 1986-1990, 1994-1995, 1997-2001, 2003) la croissance, en pourcentage annuel, des profits réalisés à l'étranger fut plus grande que celle des profits réalisés aux Etats-Unis. Au cours de certaines de ces années (1967, 1969-1970, 1974, 1979-1980, 1989, 1998, 2000-2001) la somme totale des profits domestiques a baissé alors que la somme de ceux réalisés à l'étranger croissait.

Des profits plus élevés entraînent globalement plus d'investissements dans les pays industrialisés. Plus d'investissements suscite en fin de compte une plus grande demande de main-d'œuvre (à partir des limites fixées par l'investissement dans des technologies nouvelles à plus haute intensité capitaliste), une baisse du chômage et une hausse des salaires pour tous les travailleurs dans les pays capitalistes industrialisés.

En d'autres termes, cela signifie que l'investissement dans les pays du Sud profite à tous les travailleurs du Nord, tant ceux bien payés que ceux mal payés. Des profits plus élevés et un investissement accru ne signifient pas seulement plus d'emplois et des salaires en hausse pour les travailleurs « aristocratiques » de l'acier, de l'automobile, de l'industrie des machines, de la construction et les camionneurs, mais aussi pour les travailleurs à bas salaires des bureaux, du nettoyage, de l'habillement et de l'industrie alimentaire. Comme Ernest Mandel le dit, « la véritable aristocratie ouvrière » n'est plus désormais constituée au

sein du prolétariat d'un pays impérialiste, mais bien plutôt par le prolétariat des pays impérialistes tout entier » [24]. Cette « aristocratie ouvrière réelle » inclut les nettoyeurs et travailleurs de l'habillement immigrés mal payés, ceux Afro-Américains et Latinos employés dans les élevages de volaille, de même que les salariés de toutes origines de l'automobile et des entreprises de transport routier [25].

Il est clair que ces « avantages » pour l'entière de la classe ouvrière des pays industrialisés qui découlent des investissements impérialistes ne sont ni automatiques ni répartis également. La hausse des profits et de l'investissement ne conduit pas nécessairement à des salaires plus élevés en l'absence de luttes et d'une organisation efficace de la classe ouvrière. Durant l'onde longue expansive qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, les syndicats industriels qui étaient apparus lors de la vague de grèves massives de 1934-1937 (aux Etats-Unis) furent capables d'obtenir des hausses des salaires réels tant pour leurs propres membres que pour la masse de la classe ouvrière non organisée. Cependant, depuis 1973, le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, comme dans le reste des pays industrialisés, s'est trouvé sur la défensive.

Les salaires réels des travailleurs des Etats-Unis, syndiqués comme non-syndiqués, ont reculé d'environ 11% par rapport à leur niveau de 1973, malgré la forte croissance économique qui a repris à la fin des années 1980 [26]. Il en a découlé, avant tout, des profits supérieurs à la moyenne pour le capital, permettant une croissance des investissements, une redistribution vers les actionnaires et des revenus plus élevés pour la classe moyenne des cadres supérieurs et des managers.

Les « bénéfiques » de cette profitabilité et de cette croissance accrues dues à l'investissement impérialiste de même ne sont pas distribués également à toutes les parties de la classe ouvrière. Comme nous allons le voir plus loin, la segmentation du marché du travail selon la race et la nationalité ou selon le genre aboutit à ce que les femmes et les personnes de couleur soient concentrées dans les secteurs à faible productivité et à bas salaires.

Quels que soient les bénéfiques que les travailleurs du Nord de la planète retirent de l'investissement dans les pays du Sud, ils

## Ces « avantages » pour l'entière de la classe ouvrière des pays industrialisés issus des investissements impérialistes ne sont ni automatiques ni répartis également.

sont assurément contrebalancés par les effets délétères de l'expansion de la production capitaliste à l'échelle mondiale. Cela est tout particulièrement évident aujourd'hui, dans cette ère de « globalisation » néolibérale.

Bien que l'industrie ne soit manifestement pas, comme certains théoriciens de la mondialisation le prétendent, « sans attaches et libre comme l'air » se déplaçant d'un pays à l'autre à la recherche de la main-d'œuvre la meilleur marché [27], la levée des divers obstacles légaux au libre mouvement du capital a aiguisé la concurrence internationale entre les travailleurs et travailleuses, au détriment tant de ceux du Sud que de ceux du Nord.

Même si la vaste majorité des investissements industriels restent situés dans les sociétés industrielles avancées, la simple menace de délocaliser la production « off-shore » suffit souvent à faire accepter des coupes dans les salaires et les prestations (santé, retraite, etc.) des salariés, le démontage des normes régissant l'organisation du travail dans les grandes entreprises syndicalisées et la création d'une force de travail segmentée (externalisation, sous-traitance) aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés. L'approfondissement par le néolibéralisme du processus d'accumulation primitive du capital – soit l'expulsion forcée des terres des paysans d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine – a créé une armée mondiale de réserve de force de travail, qui croît et dont les membres sont mis en concurrence les uns face aux autres, dans un contexte où le nombre d'emplois à

plein temps, stables et bien payés dans le monde décline relativement.

Autrement dit, la concurrence internationale accrue entre les salarié-e-s fait plus que compenser et annuler les « avantages » de l'impérialisme pour les travailleurs du Nord [28].

### MONOPOLE, SURPROFITS ET DIFFÉRENTIELS DE SALAIRES

La thèse que les profits monopolistiques – résultant de la concentration industrielle et de la limitation de la concurrence dans des secteurs clés de l'économie – produisent des salaires supérieurs à la moyenne, et une aristocratie ouvrière de travailleurs syndiqués, prête également le flanc à une remise en question qui s'appuie sur des données empiriques. Durant le long « boom » des années 1940-1950-1960, certaines branches de production ont semblé bénéficier, grâce au développement d'oligopoles, de profits et de salaires plus élevés que la moyenne. Cependant, quand le boom a cédé la place à la longue stagnation dès la fin des années 1960, ces industries ont commencé à enregistrer des taux de profit inférieurs à la moyenne et une concurrence accrue tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger.

Dès 1980, l'impact sur les salaires et sur les conditions de travail en était manifeste. Selon Howard Botwinick : « *Le noyau "éternel"* (des industries ayant statut de monopole) a commencé à présenter de plus en plus de signes de comportement « périphérique » (propre aux industries « concurrentielles »). *Des branches comme l'acier et*

[23] Il est clair que les entreprises des États-Unis peuvent retirer de ces investissements des profits supérieurs à la moyenne, ou « surprofits », comme résultats de la combinaison de bas salaires et de techniques employant plus de main-d'œuvre, traditionnelle dans le Sud, plutôt que la position « monopolistique » des transnationales sur le marché mondial.

[24] Ernest Mandel, *De la bureaucratie*.

[25] Certains partisans de la thèse de l'aristocratie ouvrière ont argumenté que « l'échange inégal », la capacité des entreprises du Nord à obtenir des matières premières, des composants, des biens de consommation (habillement, électronique, etc.) et des aliments du Sud en dessous de leur valeur, est la base de la possibilité que leur offre l'impérialisme de corrompre « l'aristocratie ouvrière » dans les pays capitalistes avancés.

## 51

Plus spécifiquement, ils argumentent que « l'échange inégal », en abaissant le coût de certains inputs (matières premières, produits intermédiaires), élève les taux de profit dans le Nord, et réduit le coût de la nourriture et des biens de consommation, élevant le niveau de vie de certains travailleurs. (Voir Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports internationaux*, préface de Charles Bettelheim, Maspero, 1969.)

La question de « l'échange inégal » dans l'économie capitaliste mondiale englobe une variété de questions théoriques, et portant sur les données statistiques et leur interprétation. Ces questions dépassent les limites de cet article. Voir à ce propos Anwar Shaikh, « Foreign Trade and the Law of Value, Parts I-II », *Science & Society*, automne 1979 et printemps 1980.

Tout en reconnaissant la réalité de « l'échange inégal », l'idée qu'il produit des avantages pour une partie seulement des travailleurs du Nord ne tient pas. A nouveau, ce sont tous les travailleurs du Nord, depuis les plus mal payés jusqu'aux mieux payés, qui bénéficieraient de « l'échange inégal ». Ils bénéficieraient des taux de profit plus élevés et de l'accroissement de l'accumulation ainsi que de la demande de la totalité de la main-d'œuvre salariée qui en résulteraient. De même, le coût plus bas des biens de consommation et des aliments « affecte le niveau de vie pas seulement de la minorité qu'est l'« aristocratie ouvrière », mais de toute la classe ouvrière des pays industriels » (Cliff, « Economic Roots of Reformism », p. 4).

[26] Lawrence Mishel, Jared Bernstein et Sylvia Allegretto, *The State of Working America, 2004/2005*, Cornell University Press, Ithaca NY, 2005, chapitre 2.

[27] Par exemple, l'influent livre de Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Harvard University Press, Cambridge MA, 2000 (édition française : Ed. Exil, 2000), que j'ai analysé dans *Against the Current* 99 (juillet-août 2002).

[28] Voir Kate Bronfenbrenner et Stephanie Luce, « The Changing Nature of Corporate Global Restructuring: The Impact of Production Shifts on Jobs in the US, China, and Around the Globe », rapport soumis à la US-China Economic and Security Review Commission (14 octobre 2004) [www.uscc.gov/researchpapers/2004/cornell\_u\_massreport.pdf].



*l'automobile ont connu de sérieux effondrements de leur profitabilité et ont été de plus en plus intéressées à baisser les salaires et à détériorer les conditions de travail de la fraction principale de leurs salariés. En plus de délocaliser vers des régions à bas salaires, les industries du noyau réussissaient à extorquer à leurs salariés de sérieuses concessions en termes de salaires et de conditions de travail. Ce qui était encore plus inquiétant, c'est qu'un marché du travail «secondaire» se développait à l'intérieur même de ces entreprises du noyau, avec pour conséquence l'introduction croissante, à grande échelle, d'accords salariaux à plusieurs niveaux.» [29]*

Déjà au milieu des années 1970, des études statistiques de la relation entre, d'une part, la concentration industrielle et les profits et, d'autre part, les différences salariales avaient commencé à remettre en question, au plan des éléments factuels clés, les thèses centrales de la thèse du capitalisme monopoliste.

Dans son étude de 1984, Willi Semmler [30] passait en revue la littérature existante consacrée au rapport entre la concentration industrielle et les profits différents. Il réalisait sa propre analyse statistique pour les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il découvrit que s'il y avait évidence avant 1970 d'une corrélation entre concentration économique (monopole) et des taux de profit différents, il existait également, durant la même période, des différences marquées de taux de profit entre branches fortement concentrées et au sein même de ces branches.

En d'autres termes, les différences de taux de profit avaient des causes multiples avant 1970. Semmler découvrit qu'une analyse des différences de taux de profit effectuée tout au long des années 1970 et le début des années 1980 aboutissait à constater la disparition de la corrélation entre la concentration industrielle et les taux de profit plus élevés que la moyenne. Par contre, «les taux de profit différents sont reliés, de manière significative, à la productivité, aux ratios capital/production, et aux coûts salariaux unitaires de chaque industrie» [31].

L'étude de 1993 de Howard Botwinick sur les différentiels de salaires et profits passait en revue la littérature parue après le travail de Semmler et mettait en évidence les mêmes conclusions [32]. De

nouveau, la concentration industrielle ne réussissait pas à expliquer les écarts de profits et salaires. Dans les faits, non seulement des facteurs tels que la productivité du travail, l'intensité capitaliste de la production, et d'autres facteurs analogues, étaient plus importants pour expliquer les différentiels de profits et des salaires, mais de nombreuses industries hautement concentrées, qui avaient connu des profits supérieurs à la moyenne avant 1970, connaissaient ensuite, dans les années 1970 et 1980, des profits inférieurs à la moyenne.

De nombreuses études récentes ont confirmé l'absence d'une forte corrélation entre, d'un côté, concentration industrielle et profits et, de l'autre, salaires supérieurs à la moyenne. Par contre, les différentiels de profits et salaires s'enracinaient dans la productivité du travail et l'intensité en capital de la production [33].

#### LA CONCURRENCE CAPITALISTE

Les problèmes empiriques ayant trait à la thèse des surprofits monopolistiques, si centrale dans les théories contemporaines de l'aristocratie ouvrière, découlent des concepts même de «monopole» et «d'oligopole» [34]. L'idée que l'existence d'un petit nombre de grandes entreprises dans une branche limite la concurrence, en permettant des profits et des salaires plus élevés que la moyenne, dérive de la vision que développe l'économie néoclassique (et non l'approche marxiste) d'une «concurrence parfaite».

Pour l'économie néoclassique, la concurrence parfaite, qui permet une mobilité instantanée du capital entre les diverses branches de production, une technologie uniforme, des taux de profit et de salaires égaux, n'existe que si un grand nombre de petites entreprises cohabitent sur le marché. Toute déviation est alors un «oligopole», soit une forme de «concurrence imparfaite» qui crée des obstacles à la mobilité du capital, des techniques différentes et des profits ainsi que des salaires plus élevés que la moyenne.

Les notions de concurrence parfaite et d'oligopole/monopole sont à la fois conceptuellement et empiriquement boiteuses. La concurrence parfaite est une construction idéologique, une idéalisation de la concurrence capitaliste qui fait

apparaître l'ordre économique existant comme juste.

La concurrence capitaliste réelle, de la naissance du capitalisme dans l'agriculture anglaise au XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'aux entreprises transnationales du XX<sup>e</sup> siècle, en passant par la Révolution industrielle des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, n'a jamais correspondu au monde rêvé de la «concurrence parfaite». La concurrence capitaliste est un combat mené au moyen de ce que Marx appelait «l'artillerie lourde du capital fixe», soit l'innovation technologique constante, prenant la forme de la mécanisation croissante de la production.

Des investissements en capital fixe plus anciens, même s'ils ne permettent plus à une certaine entreprise de réduire les coûts unitaires et d'augmenter ses marges et taux de profit, ne peuvent pas être abandonnés immédiatement en faveur de biens de production nouveaux plus efficaces.

Comme l'explique Botwinick: «*Etant donné la présence du capital fixe investi, cependant, de nouvelles techniques ne peuvent pas immédiatement être adoptées par toutes les entreprises de la branche. Puisque le capital fixe nécessite généralement de longues périodes d'amortissement. Des nouvelles techniques seront adoptées premièrement par les capitaux qui se trouvent dans la meilleure position pour le faire. Ainsi, bien que de nouveaux capitaux entrèrent dans la branche avec l'équipement "dernier cri" et que d'autres capitaux existants commencèrent graduellement à renouveler et à agrandir leurs installations de production avec les dernières techniques, des capitaux plus anciens, moins efficaces, vont tendre également à survivre durant de nombreuses années. Cela est particulièrement vrai durant des périodes prolongées de croissance rapide... Plutôt que de créer des entreprises identiques, la concurrence crée par conséquent une redifférenciation continue des conditions de production.*» [35]

Autrement dit, c'est la concurrence, et non son absence, qui explique la diversité des conditions techniques de production et la différenciation des taux de profit et de salaires qui en résulte au sein et entre les branches durant toute l'histoire du capitalisme. Les salaires plus élevés des travailleurs dans les industries intensives en capital et syndiquées ne sont pas gagnés aux dépens des travailleurs moins payés, soit sur le marché intérieur, soit sur les marchés extérieurs. Au contraire, ce

sont les coûts unitaires plus bas de ces industries qui permettent à ces capitaux de payer des salaires plus élevés que la moyenne. Néanmoins, comme nous l'avons vu au cours de ces trente dernières années, seule l'organisation efficace des travailleurs peut assurer et défendre ces salaires supérieurs à la moyenne.

Les inégalités raciales et de genre peuvent être le mieux comprises en relation avec les écarts de profits et de salaires créés au travers de l'accumulation et de la concurrence capitalistes. Puisque la race, la nationalité et le genre structurent la « file d'attente de l'emploi » dans les sociétés capitalistes, les femmes et les travailleurs de couleur sont surreprésentés dans divers segments des armées du travail, celle « active » et celle « de réserve ».

Différentes branches, avec des conditions techniques de production, des taux de profit et des salaires distincts, recrutent ainsi leurs travailleurs dans ces secteurs de la classe ouvrière définis par la race et le genre. En général, les femmes et les travailleurs de couleur tendent à être surreprésentés dans les branches nécessitant une main-d'œuvre importante et à bas salaires; tandis que les travailleurs mâles et blancs tendent à l'être dans les secteurs à forte intensité capitaliste et à hauts salaires.

Ainsi la race, la nationalité et le genre génèrent effectivement une classe ouvrière stratifiée selon la répartition des travailleurs dans des branches que la concurrence et l'accumulation, plutôt que le monopole ou les surprofits impérialistes, différencient continuellement en termes de technique, de profits et de salaires.

## LA CONSCIENCE EN CHANGEMENT

Quels que soient les problèmes théoriques et empiriques que rencontre sur le terrain de l'économie la thèse de l'aristocratie ouvrière, ses partisans continuent à affirmer que les travailleurs bien payés ont généralement été plus réformistes et conservateurs dans leurs attitudes politiques que les travailleurs mal payés. Ils citent l'exemple des ouvriers de la construction de New York, Blancs la plupart, qui attaquaient les manifestants anti-guerre au printemps de 1970, et ils les opposent au militantisme et aux idées politiques progressistes de quelques-unes des récentes campagnes de « Justice pour

les concierges et les nettoyeurs » (*Justice for Janitors*). [La campagne *Justice for Janitors* a été lancée depuis quelque vingt ans par le Service Employees International Union. Cette organisation syndicale réunit plus de 225'000 salarié-e-s s'occupant de la conciergerie des immeubles au sens large. – *Réd.*].

Un examen plus systématique de l'histoire des luttes ouvrières dans les pays du Nord, au cours du siècle dernier, ne confirme cependant pas l'affirmation que les travailleurs bien payés sont généralement réformistes ou conservateurs tandis que ceux mal payés seraient plus radicaux ou révolutionnaires.

Le plus important contre-exemple, c'est la classe ouvrière russe au début du XX<sup>e</sup> siècle. La colonne vertébrale des Bolcheviques de Lénine (quelque chose dont il était assurément très conscient) était formée par les travailleurs industriels les mieux payés des villes russes, des ouvriers qualifiés dans les plus grandes usines. Les travailleurs moins payés, comme ceux du textile à prédominance féminine, étaient généralement soit non organisés, soit apolitiques (jusqu'au début de la Révolution février 1917) ou alors soutenaient les Mencheviques réformistes<sup>[36]</sup>.

En fait, la base de masse de l'aile gauche antigerre des partis socialistes d'avant la Première Guerre mondiale et des partis communistes après la guerre était constituée par des travailleurs relativement bien payés dans les grandes usines de la métallurgie. Ces travailleurs menèrent des luttes militantes contre l'accélération des cadences et contre leur déqualification qui devinrent des luttes politiques contre la conscription et la guerre.

Le Parti communiste allemand devint un parti de masse quand des dizaines de milliers de métallurgistes bien payés quittèrent fin 1920-début 1921 le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) pour rejoindre les communistes. Les partis communistes français et italien devinrent également des partis de masse grâce au recrutement de milliers d'ouvriers qualifiés qui avaient mené les grèves de l'après- Première Guerre mondiale. Ces travailleurs bien payés étaient également surreprésentés dans les partis communistes plus petits de Grande-Bretagne et des États-Unis<sup>[37]</sup>.

Des travailleurs bien payés, quoiqu'en général expropriés de leurs qualifications,

53

[29] *Persistent Inequalities: Wage Disparity Under Capitalist Competition*, Princeton University Press, Princeton 1993, p. 45.

[30] *Competition, Monopoly and Differential Profit Rates*, Columbia University Press, New York, 1984.

[31] Semmler, *Competition*, p. 127.

[32] Botwinick, *Persistent Inequalities*, pp. 155-170.

[33] David G. Blanchflower, Andrew J. Oswald et Peter Sanfey, « Wages, Profits and Rent-Sharing », *The Quarterly Journal of Economics*, 111, 1 (février 1996); Kenneth R. Troske, « Evidence on the Employer-Size Wage Premium from Worker-Establishment Data », *The Review of Economics and Statistics*, 81, 1 (février 1999); Osburn, « Interindustry Wage Differentials » (2000); Julia I. Lane, Laurie A. Solomon et James R. Speltzer, « Establishment Wage Differentials » [<http://www.urban.org/UploadedPDF/410505.pdf>], Urban Institute Working Paper, 2001. Tous les auteurs arrivent à des conclusions analogues à propos des déterminants des différentiels de salaires et de profits.

[34] Notre critique de la théorie du « capitalisme monopolistique » doit à Steve Zeluck, « On the Theory of the Monopoly Stage of Capitalism », *Against the Current* (Old Series), 1, 1 (automne 1980); Botwinick, *Persistent Inequalities*; Semmler, *Competition*; et Anwar Shaikh, « Marxian Competition versus Perfect Competition: Further Comments on the So-Called Choice of Technique », *Cambridge Journal of Economics* 4 (1980).

[35] Botwinick, *Persistent Inequalities*, p. 131.

[36] David Mandel, *The Petrograd Workers*, Volumes I et II, Macmillan, Londres, 1985. Voir également Kevin Murphy, *Revolution and Counterrevolution. Class Struggle in a Moscow Metal Factory*, Haymarket Books, 2007. Voir le compte rendu dans *La brèche*, 1, pp. 73-77. – *Réd.*

[37] Chris Harman, *The Lost Revolution, Germany 1918 to 1923*, Bookmarks, Londres, 1982; Mark Hudson, « Rank-and-File Metalworker Militancy in France and Britain, 1890-1918 », *New Politics* 9, 3 (New Series) (été 2003) [[www.wpunj.edu/~newpol/issue35/Hudson35.htm](http://www.wpunj.edu/~newpol/issue35/Hudson35.htm)].

dans des grandes industries, ont continué de jouer un rôle dirigeant durant les soulèvements de masse, au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Lors de la montée des luttes aux États-Unis dans les années 1930, qui a conduit à la fondation de la CIO [Congress of Industrial Organizations, qui s'organise dès 1935], des travailleurs généralement bien payés de l'automobile, de l'acier, du caoutchouc et d'autres industries de production de masse, avec souvent des ouvriers industriels qualifiés à leur tête, ont impulsé la création de syndicats dans l'industrie, qui réunissaient qualifiés et non-qualifiés, hauts salaires et bas salaires. Dans les organisations radicales et révolutionnaires des années 1930 aux États-Unis, les mêmes travailleurs bien payés et qualifiés étaient également surreprésentés [38].

Des travailleurs relativement bien payés étaient également à l'avant-garde des luttes de masse prérévolutionnaires en France en 1968, en Italie en 1969-70, au Royaume-Uni entre 1967 et 1975 et au Portugal en 1974-75. Ce sont des travailleurs relativement « aristocratiques » parmi au sein des transports routiers, de l'automobile, des télécommunications, de l'enseignement public et de la poste qui furent au centre des grèves non officielles (non lancées et reconnues par les appareils syndicaux), des grèves sauvages qui secouèrent l'industrie des États-Unis entre 1965 et 1975.

En France, en 1995, des travailleurs bien payés des télécommunications, des chemins de fer, de la poste, de l'électricité, de la santé publique et de l'enseignement menèrent les grèves du secteur public qui furent les premières luttes ouvrières victorieuses contre le néolibéralisme. A l'automne de 2004, en Allemagne, les travailleurs de l'automobile, parmi les mieux payés du pays, s'opposèrent aux licenciements en défiant leurs propres dirigeants syndicaux en engageant un mouvement de grève.

Aux États-Unis durant la décennie écoulée, des travailleurs relativement mal payés (concierges, nettoyeurs, employés des hôtels et vendeurs de supermarchés) ont engagé des actions de grève bien plus souvent que les travailleurs relativement bien payés. Cependant, des travailleurs bien mieux payés – des salariés de l'UPS [transnationale de la logistique] en 1997

aux employés des transports de la ville de New York en 2005 – n'ont pas été absents des luttes militantes sur le lieu de travail. Ce militantisme et ce radicalisme parmi les travailleurs relativement bien payés ne sont pas non plus limités aux pays du Nord. Au Chili entre 1970 et 1973, et en Argentine entre 1971 et 1974, ce sont les travailleurs des mines du cuivre (Chili) et les ouvriers de l'industrie métallurgique, automobile (Argentine) qui ont mené des luttes économiques et aussi dirigé les mobilisations de masse contre la droite et même l'armée. Au Brésil, ce sont les métallurgistes bien payés de la région « ABC » du Grand São Paulo [elles se situent au sud de São Paulo et concentraient l'industrie métallurgique et automobile] qui ont initié des grèves de masse dans les années 1970, qui ont fondé la CUT (Confédération unitaire des travailleurs) et finalement le PT (Parti des travailleurs) au début des années 1980.

De manière analogue, ce sont les travailleurs noirs les mieux payés d'Afrique du Sud – dans les mines, l'automobile et l'acier – qui ont mené dans les années 1970 des luttes qui conduisirent à la création, en 1979, la fédération syndicale radicale et militante, la Fosatu (Federation of South African Trade Unions). La Fosatu puis la Cosatu (Congress of South African Trade Unions) qui lui a succédé (1985) furent capables de s'appuyer sur l'organisation et la force sur le lieu de travail afin de mener la lutte politique contre l'apartheid dans les années 1980 et 1990.

Il n'est pas surprenant que des travailleurs relativement bien payés aient été au centre des luttes ouvrières les plus militantes et les plus radicales du siècle passé. Ces derniers tendent à être concentrés sur de grands lieux de travail concentrant des investissements lourds en capitaux et qui jouent un rôle central pour l'économie. Ces travailleurs ont une force sociale considérable quand ils agissent collectivement. Des grèves dans ces branches ont un impact sur l'économie bien plus grand que celles sur des lieux de travail moins capitalistes (habillement, nettoyage de bureaux, etc.). Les travailleurs des industries fortement capitalisées sont souvent aussi les premières cibles de la restructuration capitaliste dans les périodes de déclin des profits et de concurrence accrue.

## EXPLIQUER LE RÉFORMISME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Comment pouvons-nous expliquer [39] que la plupart des travailleurs, la plupart du temps, n'agissent pas selon leur force potentielle? Pourquoi les travailleurs épousent-ils des politiques réformistes – de soutien au syndicalisme bureaucraté, en se fiant aux procédures prud'homales et aux négociations collectives routinières, de soutien à la politique électorale du Parti démocrate – voire pire, des postures réactionnaires comme le racisme, le sexisme, l'homophobie, la xénophobie [l'auteur utilise le mot « nativisme » qui désigne aux États-Unis une politique de préférence donnée aux habitants nés dans le pays, contre les immigrés], le militarisme?

La clé pour comprendre le réformisme et le conservatisme de la classe ouvrière, c'est la nature nécessairement épisodique de la lutte et de l'organisation ouvrières. La condition nécessaire pour le développement de la conscience de classe, c'est l'auto-activité et l'auto-organisation des travailleurs eux-mêmes. C'est l'expérience de luttes massives, collectives et couronnées de succès, sur le lieu de travail et dans la cité, contre le capital et son Etat, qui initient des couches de travailleurs aux idées radicales et révolutionnaires [40]. La classe ouvrière ne peut pas, dans son ensemble, être en permanence active dans la lutte de classe. Toute la classe ouvrière ne peut pas s'engager systématiquement dans des grèves, des manifestations et d'autres formes d'activité politique parce que cette classe est effectivement privée de la possession des moyens de production, et ses membres sont donc obligés de vendre leur force de travail afin de survivre. Il faut qu'ils aillent travailler!

En d'autres termes, la plupart des travailleurs sont pour l'essentiel du temps absorbés par la lutte individuelle afin de vendre leur force de travail pour assurer leur reproduction et celle de leurs familles, et non pas par la lutte collective contre les employeurs et l'Etat. La classe ouvrière « réellement existante » ne peut engager des luttes de masse, en tant que classe, que dans des situations exceptionnelles, prérévolutionnaires ou révolutionnaires. Du fait de la position qu'occupe structurellement le travail salarié dans le



capitalisme, ces situations ne peuvent être que de courte durée. Le plus souvent, différents segments de la classe ouvrière entrent en activité à différents moments dans la lutte contre le capital.

Dans le sillage de luttes de masse victorieuses, seule une minorité des travailleurs reste active de manière cohérente. La plus grande partie de cette avant-garde ouvrière, ceux qui « même durant les périodes de répit... n'abandonnent pas la ligne de front de la lutte de classe mais continuent la guerre, pour ainsi dire, par d'autres moyens » [41], s'efforce de préserver et de transmettre les traditions de la lutte de masse sur le lieu de travail ou autour d'elle, dans la société. Néanmoins, un secteur au sein de cette minorité active, conjointement avec des intellectuels qui disposent de qualifications culturelles spécifiques auxquelles le gros de la classe ouvrière n'a pas eu accès, doit prendre la responsabilité de gérer les syndicats ou les partis politiques créés à l'occasion de flambées périodiques d'activité de masse. Cette couche de cadres à plein temps, la bureaucratie du mouvement ouvrier, est la base sociale de la pratique et de l'idéologie réformistes « inconditionnelles » dans le mouvement ouvrier. Ces travailleurs qui deviennent fonctionnaires des syndicats et des partis politiques commencent à faire l'expérience de conditions de vie très différentes de ceux qui continuent à vendre leur force de travail au capital.

Les nouveaux cadres se trouvent désormais libérés des humiliations quotidiennes du procès de travail capitaliste. Ils ne sont plus soumis au travail déqualifié ou aliéné, ni au despotisme mesquin des contremaîtres. Libres de fixer eux-mêmes leur horaire de travail, de planifier et diriger leurs propres activités pour consacrer l'essentiel de leurs temps à « lutter pour les travailleurs », ces cadres du mouvement ouvrier cherchent à consolider ces privilèges.

Quand les syndicats gagnent en importance au sein de la société capitaliste, les cadres syndicaux renforcent leur rôle comme négociateurs de la subordination des travailleurs au capital dans le processus du travail. Pour défendre sa position sociale, la bureaucratie ouvrière exclut les simples militants du rang de tout véritable pouvoir de décision dans les syndicats et les partis ouvriers [42].

La consolidation de la bureaucratie ouvrière comme une couche sociale, distincte du reste de la classe ouvrière dans le capitalisme, donne naissance à sa pratique politique et à sa vision du monde particulières. La préservation de l'appareil du syndicat ou du parti de masse, comme une fin en soi, devient l'objectif principal de la bureaucratie ouvrière. Celle-ci cherche à contenir le militantisme de la classe ouvrière en deçà des limites qui ne menacent pas la continuation de l'existence des institutions qui sont la base du style de vie spécifique de ses membres.

Ce qu'Ernest Mandel qualifiait de « dialectique des conquêtes partielles » – la possibilité que des revendications obtenues à partir de luttes puissent être mises en cause et que les organisations de masse de la classe ouvrière se trouvent affaiblies – renforce le recours exclusif de la part de la bureaucratie ouvrière à des campagnes électorales et à des tactiques de pression parlementaires (lobbying) afin d'obtenir des réformes au plan législatif, ainsi qu'à des négociations collectives strictement contrôlées en vue d'obtenir des augmentations salariales ou une amélioration des conditions de travail.

L'importance pour la bureaucratie d'établir des relations de partenariat stable avec les employeurs et d'étayer sa crédibilité comme négociatrice aux yeux des capitalistes renforce encore plus son idéologie et sa pratique conservatrices. Du point de vue de la bureaucratie, toute tentative de promouvoir l'auto-activité et l'organisation militantes parmi les travailleurs doit être étouffée. A ce point là, le fétichisme organisationnel de la bureaucratie (donner la priorité à la survie de l'appareil aux dépens de nouvelles avancées dans la lutte) engendre une vision du monde qui exige des ouvriers l'obéissance indiscutée à des chefs qui prétendent savoir « ce qui est mieux pour les travailleurs ».

Mais si l'adhésion idéologique inconditionnelle au réformisme de la bureaucratie du mouvement ouvrier émane organiquement de sa position sociale privilégiée, comment expliquer le réformisme conditionnel de la plupart des travailleurs? Pourquoi la plupart des travailleurs, l'essentiel du temps, acceptent-ils le réformisme? Pour parler brutalement, pourquoi ce réformisme conditionnel est-il dans le

## 55

[38] Mike Davis, « The Barren Marriage of Labor and the Democratic Party », in *Prisoners of the American Dream*, Verso Books, Londres, 1986, chapitre 2.

[39] Ma théorie alternative du réformisme et du conservatisme de la classe ouvrière est tirée de Mandel, *De la bureaucratie*, et de Robert Brenner, « The Paradox of Reformism: The American Case », in M. Davis, F. Pfeil, M. Sprinker (eds.), *The Year Left: An American Socialist Yearbook*, Verso, Londres, 1985; Robert Brenner, « The Problem of Reformism », *Against the Current* (New Series) 43 (mars-avril 1993).

[40] Bien sûr, des luttes économiques et politiques dans le capitalisme couronnées de succès peuvent aussi encourager le développement chez beaucoup de travailleurs d'une conscience « réformiste militante ». Une certaine combinaison d'auto-activité et d'organisation qui permet aux travailleurs de faire l'expérience de leur force collective avec celle des limites des luttes qui acceptent les règles économiques et politiques qu'impose le capitalisme est nécessaire pour que se développe chez une minorité de travailleurs une conscience révolutionnaire.

[41] Ernest Mandel, « The Leninist Theory of Organization: Its Relevance for Today », in S. Bloom (ed.), *Revolutionary Marxist and Social Reality in the 20th Century: Collected Essays of Ernest Mandel*, Humanities Press International, Inc. Atlantic Highlands, NJ 1994, p.85.

On peut consulter en français le site [ernestmandel.org](http://ernestmandel.org) qui contient divers articles sur ce thème, dont « L'actualité de la théorie d'organisation léniniste à la lumière de l'expérience historique » paru dans la revue yougoslave « hétérodoxe » *Praxis*, 8, 1971. - *Réd.*

[42] Le processus de bureaucratisation des syndicats et des partis politiques ouvriers, avec le développement du réformisme qui en résulte, se produit dans toutes les sociétés capitalistes où le mouvement ouvrier acquiert reconnaissance légale et stabilité institutionnelle. En d'autres termes, le réformisme n'est pas limité aux classes ouvrières des pays du Nord. C'est ainsi qu'il n'est pas surprenant que dans des périodes de déclin des luttes de masse, les syndicats et partis politiques de masse des classes ouvrières brésilienne (CUT et PT) et sud-africaine (Cosatu) se soient bureaucratisés et que leurs directions aient adopté des politiques réformistes et finalement néolibérales.

capitalisme l'état normal de la conscience de la classe ouvrière?

En « temps normal » de calme et de passivité de la classe ouvrière, la majorité des travailleurs en viennent à accepter les « règles du jeu » de la concurrence et de la rentabilité capitalistes. Ils convoitent une « part juste » des produits de l'accumulation capitaliste, mais ne se sentent pas capables de défier le pouvoir sur leur lieu de travail, dans la rue ou dans la société en général. Pour la très large majorité des travailleurs, en « temps normal », le combat militant de masse apparaît irréaliste ; ils ont tendance à partager la vision de la bureaucratie ouvrière qui substitue à ce combat la politique électorale éclairée et réformiste, au mieux aujourd'hui, la négociation collective et les initiatives sur le plan juridique.

Cependant, la continuité de l'emprise du réformisme sur la majorité des travailleurs requiert que les dirigeants du mouvement ouvrier leur procurent les avantages promis, sous la forme de meilleurs salaires, d'horaires et de conditions de travail améliorés. Comme Robert Brenner le souligne : « Une fois concrétisé ne serait-ce qu'un minimum d'organisation de la classe ouvrière, le réformisme tend à être extrêmement attractif en période de prospérité justement parce que dans ces périodes, la menace d'une résistance ouvrière limitée, symbolisée par une détermination à faire grève ou une victoire électorale, peut réellement arracher des concessions de la part du capital. Dans la mesure où en période de boom, satisfaire aux commandes et augmenter la production sont leur principale priorité, les capitalistes auront tendance à trouver qu'il est dans leur intérêt

*de maintenir et d'accroître la production, même si cela implique des concessions aux travailleurs, si l'alternative est de devoir faire face à une grève ou à d'autres formes de troubles sociaux.* » [43]

Mais quand le capitalisme entre dans une de ses périodes inévitables de crise et de restructuration, comme celle qui a commencé à la fin des années 1960 dans la plus grande partie du monde capitaliste, le paradoxe du réformisme devient manifeste. Dans un monde de profits en baisse et de concurrence accrue, les capitalistes du monde entier ont pris l'offensive tant sur le lieu de travail qu'au niveau de l'Etat. La restructuration de la production capitaliste selon les principes du « just in time » et la dérégulation néolibérale des marchés du capital et du travail [44] exigeaient une guerre totale contre les travailleurs et leurs organisations, partout dans le monde.

Arrivé là, le réformisme se révèle inefficace. Dans les quinze dernières années, depuis le début des années 1990, les travailleurs ont pu gagner des batailles contre les employeurs. Il n'est certes pas possible d'ignorer des succès tels que la grève chez UPS et la campagne « Justice pour les concierges » dans plusieurs villes. Cependant, ces victoires ont souvent nécessité une organisation et une mobilisation de la base très substantielles, et même des structures indépendantes, comme les « Camionneurs pour un Syndicat démocratique » (Teamsters for a Democratic Union).

En fait, l'officialité réformiste des syndicats et des partis sociaux-démocrates s'est ralliée à la Realpolitik, adhérant à la nou-

velle réalité du déclin des conditions de vie et de travail. Comme Ernest Mandel le faisait remarquer : « Le postulat sous-jacent du gradualisme social-démocrate d'aujourd'hui est précisément le suivant : laissons les capitalistes produire les richesses, afin que les gouvernements puissent en faire une juste redistribution. Mais qu'est-ce qui se passe si la production capitaliste exige une distribution plus inégale, plus injuste des « fruits de la croissance » ? Qu'est-ce qui se passe si du fait de la crise capitaliste, il n'y a plus de croissance ? Alors les gradualistes ne peuvent que répéter mécaniquement : il n'y a pas d'alternative ! il n'y a pas d'autre solution ! » [45]

Rejetant le militantisme et l'action directe des travailleurs et d'autres peuples opprimés, la bureaucratie du mouvement ouvrier et les politiciens réformistes occidentaux n'ont pas d'autres choix que de faire des concessions à l'offensive des employeurs et de gérer la politique de l'Etat capitaliste. Le spectacle des bureaucrates « réformistes » abdiquant la lutte pour des réformes s'est répété depuis trente ans partout dans le monde capitaliste avec des résultats tragiques.

Sans cesse à nouveau, les bureaucrates réformistes se sont soumis aux exigences de la rentabilité capitaliste. Le Parti communiste italien s'est rallié à la politique d'austérité dès les années 1970. Aux Etats-Unis, les dirigeants de la centrale syndicale AFL-CIO ont accepté de négocier des concessions depuis 1979, habituellement sans même faire semblant de lutter. Les gouvernements sociaux-démocrates dans toute l'Europe (Mitterrand et Jospin en France, Blair en Grande-Bretagne, Schröder en Allemagne) ont adhéré au réalisme néolibéral, coupant dans les services sociaux, privatisant les entreprises publiques et dérégulant les marchés des capitaux et le marché du travail.

La reculade réformiste n'a pas non plus été limitée aux pays impérialistes. Au début des années 1990, le gouvernement de l'Afrique du Sud post-apartheid dirigé par l'ANC-Cosatu a adhéré à ce que certains ont appelé le « sado-monétarisme » du FMI et de la Banque mondiale. La débâcle du gouvernement Lula au Brésil, qui a attaqué les droits des travailleurs, ouvert l'économie agricole aux investissements des transnationales et qui a systématiquement violé ses promesses de réformes populaires, ne correspond que

*Le spectacle des bureaucrates « réformistes » abdiquant la lutte pour des réformes s'est répété depuis trente ans partout dans le monde capitaliste avec des résultats tragiques.*

trop exactement au schéma mentionné. Aujourd'hui, même les formes les plus modérées de gradualisme social-démocrate sont devenues utopiques. La bureaucratie du mouvement ouvrier à travers le monde a été incapable de défendre les acquis passés des travailleurs et encore moins d'obtenir des nouvelles réformes dans l'ère de la crise et de la restructuration.

## POURQUOI LE CONSERVATISME DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

L'incapacité du réformisme de « procurer les avantages promis » à la plupart des travailleurs aide aussi à comprendre la séduction sur une couche de travailleurs des idées politiques de droite, racistes, sexistes, homophobes, xénophobes et militaristes. La position objective, structurelle, des travailleurs au sein du capitalisme crée la base tant pour le radicalisme de classe collectif que pour des attitudes individualistes, corporatistes et réactionnaires.

Robert Brenner et Johanna Brenner [46] font remarquer que « *les travailleurs ne sont pas seulement des producteurs collectifs avec un intérêt commun à prendre collectivement le contrôle de la production sociale. Ils sont aussi des vendeurs individuels de force de travail en concurrence les uns avec les autres pour les places de travail, pour la promotion, etc.* »

Comme le dit Kim Moody, le capitalisme « pousse à l'union et tire à la désunion » chez les travailleurs. En tant que vendeurs compétitifs de force de travail, les travailleurs sont sensibles à des projets politiques qui les dressent les uns contre les autres, et tout spécialement ceux qui se trouvent dans la position sociale la plus faible : « *Il peut apparaître possible aux secteurs les plus forts de la classe ouvrière de défendre leurs positions en s'organisant sur la base de liens préexistants contre des secteurs plus faibles, moins organisés. Ils peuvent prendre avantage de leur position comme Américains contre étrangers, Blancs contre Noirs, hommes contre femmes, employés contre chômeurs, etc. Ce faisant, les travailleurs peuvent au début agir simplement selon ce qu'ils perçoivent comme leur intérêt le plus immédiat. Mais avec le temps, ils sentent inévitablement la pression à donner un sens à leur action et ils adoptent alors des idées qui peuvent donner raison et cohérence à leurs actions. Ces idées, c'est bien sûr celles de la droite.* » [47]

L'étude récente de Bruce Nelson portant sur des travailleurs de la sidérurgie montre comment, dans la période qui a suivi l'établissement du syndicalisme d'industrie, les travailleurs pour l'essentiel blancs y ont lutté pour défendre leur accès privilégié au travail mieux payé et relativement plus qualifié. La montée de la CIO a créé la possibilité d'une organisation étendue à toute la classe ouvrière, ce qui a commencé à réduire sa segmentation raciale/nationale.

Quand l'offensive de la CIO a atteint son sommet et a commencé à piétiner à la fin des années 1930, et que les syndicats d'industrie se sont bureaucratisés durant la Deuxième Guerre mondiale, les travailleurs blancs ont commencé à défendre leur accès privilégié à l'emploi (et ce qui va avec, le logement, l'éducation pour leurs enfants, etc.) contre les travailleurs de couleur. Dans la sidérurgie, les travailleurs blancs ont défendu de manière militante l'ancienneté par département pour leur avancement et pour les licenciements contre les travailleurs noirs et latinos qui réclamaient, dans les années 1960-1970, l'ancienneté dans le cadre de l'usine et l'*affirmative action* pour que des Noirs et des Latinos soient promus [48].

En tant que marxistes, nous comprenons que de telles stratégies sont contre-productives à moyen et à long terme. Les divisions au sein des travailleurs et la recherche d'un appui auprès de différents secteurs de la bourgeoisie ne font que miner la capacité des travailleurs à défendre et à améliorer leurs conditions de vie dans le capitalisme [49]. Cependant, quand le réformisme se révèle incapable de défendre de manière réaliste les intérêts des travailleurs, comme c'est le cas depuis le début des années 1970, ceux-ci se rallient à des perspectives individualistes et sectorialistes comme seule stratégie réaliste.

C'est le cas particulièrement quand fait défaut une minorité militante forte et influente au sein de la classe ouvrière qui puisse organiser la résistance collective au capital de manière indépendante des dirigeants réformistes, et souvent contre eux [50].

## UN « SENS COMMUN » CONTRADICTOIRE

Kim Moody a fait remarquer que le « sens commun » quotidien de la classe ouvrière

[43] Brenner, « The Paradox of Social Democracy », p. 42.

[44] C. Post and J. Slaughter, « Lean Production: Why Work Is Worse Than Ever, And What's The Alternative? » (Solidarity Working Paper, 2000); C. Post, « The Economic Impact of the War and Occupation of Iraq », *Against the Current* (New Series) 104 (mai-juin 2003).

[45] Mandel, *Power and Money: A Marxist Theory of Bureaucracy*, Verso, Londres, 1992, p. 236.

[46] Je reconnais ici la dette que je dois à l'essai éclairant de Johanna Brenner et Robert Brenner, « Reagan, the Right and the Working Class », *Against the Current* (Old Series) 1, 2 (hiver 1981).

[47] Brenner and Brenner, « Reagan, the Right and the Working Class », p. 30.

[48] B. Nelson, *Divided We Stand: American Workers and the Struggle for Black Equality*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 2001, 2<sup>e</sup> partie.

[49] Le livre de Michael Reich, *Racial Inequality: A Political-Economic Analysis*, Princeton University Press, Princeton, 1981, produit une documentation substantielle qui montre qu'une classe ouvrière divisée est moins capable de se défendre contre le capital. Il montre que les régions des Etats-Unis qui connaissent la plus grande inégalité raciale des salaires (un indice de la division raciale de la classe ouvrière) présentaient également les plus bas salaires moyens (un indice de la faiblesse de la classe ouvrière dans son ensemble face au capital).

[50] C. Post et K.A. Wainer, *Socialist Organization Today*, Brochure de *Solidarity*, 1996.



n'est pas « une forme cohérente d'idéologie capitaliste ». Selon lui, elle est plutôt « une collection contradictoire de vieilles idées transmises, d'autres apprises de l'expérience quotidienne, et d'autres encore propagées par les médias capitalistes, le système éducatif, la religion, etc. Ce n'est pas simplement l'idée populaire d'une nation endormie par la TV et les week-ends passés au centre commercial. Le « sens commun » est à la fois plus profond et plus contradictoire parce qu'il incorpore aussi des expériences qui vont contre la pente de l'idéologie capitaliste. » [51]

Ce n'est qu'au travers de l'expérience de l'activité de classe, collective, contre les employeurs, partant du lieu de travail, mais ne s'y limitant pas, que les salariés peuvent commencer à se penser comme une classe avec des intérêts communs, et opposés à ceux des capitalistes. Ceux qui font l'expérience au travail de leur force collective, de classe, sont beaucoup plus ouverts à des manières « classistes » de penser, à des attitudes anti-racistes, anti-sexistes, anti-militaristes, et anti-xénophobes.

Comme Marx l'a fait remarquer, c'est au travers des luttes sur le lieu de travail et syndicales que la classe ouvrière devient « apte à régner », quand elle développe l'organisation et la conscience aptes à affronter le capital. Une telle organisation nécessitera une lutte pas seulement contre les « idées arriérées » parmi les salariés, mais contre la couche dirigeante des syndicats et des autres organisations populaires de masse qui sont engagés dans la poursuite de stratégies « réformistes », quelle que soit leur inefficacité.

L'auto-organisation et l'auto-activité des travailleurs dans les luttes sur le lieu de travail sont le point de départ pour créer les conditions matérielles et idéologiques pour un défi effectif au réformisme et au conservatisme ouvriers. Il est clair que la lutte militante sur le lieu de travail n'est pas une condition suffisante pour le développement d'une conscience radicale et révolutionnaire parmi les travailleurs. Des luttes de collectifs de salariés sur le loge-

ment, la prévoyance sociale, les transports et d'autres questions, ainsi que des luttes politiques contre le racisme et la guerre sont des éléments cruciaux dans l'auto-transformation politique de la classe ouvrière.

Des luttes sur le lieu de travail couronnées de succès sont néanmoins la condition nécessaire pour le développement de la conscience de classe. Sans l'expérience de telles luttes, les travailleurs continueront d'accepter passivement la politique réformiste ou, pire, adhéreront à des politiques réactionnaires.

Cela ne veut pas dire que les travailleurs de couleur, les femmes et les autres groupes opprimés dans la classe ouvrière devraient « attendre » pour lutter que les travailleurs mâles et blancs soient prêts à agir. Il est peu probable que les travailleurs mâles et blancs vont commencer des luttes contre le racisme, le sexisme ou l'homophobie sur le lieu de travail ou ailleurs, parce qu'ils jouissent d'avantages temporaires mais réels sur le marché du travail, un accès préférentiel à de meilleurs emplois. L'auto-organisation et l'auto-activité des groupes racialement opprimés sont cruciales pour le développement des luttes anti-racistes et d'une conscience anti-raciste.

Cependant, une audience ouvrière de masse pour des idées anti-racistes, anti-sexistes et anti-militaristes apparaîtra en toute probabilité dans le contexte de luttes de classe, de masse, contre le capital. Aujourd'hui, l'audience principale pour l'idée que les salariés doivent se dresser contre les idées et les pratiques de l'extrême droite réside dans la petite couche de militants de base qui s'efforcent de promouvoir la solidarité, le militantisme et la démocratie dans le mouvement ouvrier.

Ce n'est que si ces militant-e-s, avec l'aide de socialistes-révolutionnaires dans le mouvement ouvrier, peuvent réussir à construire une riposte collective effective que ces idées d'une politique de radicalisme de classe pourront acquérir une résonance de masse. ✱

[51] « The Rank And File Strategy: Building A Socialist Movement In The US, Solidarity », Working Paper, 2000.